

ABONNÉS

LE SOIR

Sur notre site réservé aux abonnés, retrouvez un article, illustré d'infographies, sur le défi démographique qui s'impose à l'Afrique, ainsi que des photos d'archives des indépendances de 1960.

plus.lesoir.be

Il y a 60 ans, le soleil noir des indépendances se levait sur l'Afrique

L'année 1960 reste celle de la décolonisation pour toute une série de pays africains – notamment le Congo. Mais, six décennies plus tard, le continent n'est toujours pas vraiment sorti du rôle qui lui avait été assigné par le « modèle colonial ». Et il fait encore l'objet de toutes les convoitises.

RÉCIT

COLETTE BRAECKMAN

Voici 60 ans se levait sur l'Afrique ce que l'écrivain Ahmedou Kourouma appellera « le soleil noir des indépendances ». Dans la mémoire collective, 1960 est restée l'« année magique », l'« année du chiffre des choses », selon la formule de Léopold Sedar Senghor, premier président du Sénégal : entre le 1^{er} janvier et le 30 décembre, 17 pays d'Afrique accèdent à l'indépendance politique, dont 14 sont issus de l'ancien empire colonial français. Le Nigeria, ex-colonie britannique, devient lui aussi indépendant, de même que la Somalie, ancienne colonie italienne. Vu depuis la Belgique et depuis le Congo, le « soleil des indépendances » ne brillera que quelques heures, le temps d'un discours, celui de Patrice Lumumba et il sera bientôt fracassé par les mutineries et le crépitement des armes.

En cette année-là cependant, dans les flonflons des discours et de l'allégresse populaire, tous les espoirs étaient permis et depuis Léopoldville, l'OK Jazz faisait danser tout le continent sur les rythmes de « Indépendance cha cha ».

Parier sur l'avenir

L'Afrique francophone avait des raisons de se réjouir : n'avait-elle pas dénoué les liens coloniaux au terme d'un processus négocié et pacifique, engrangé des promesses d'amitié et de coopération avec l'ancienne métropole ? Elle avait évité la décolonisation douloureuse de l'Indochine où le retrait français allait ouvrir la voie à la guerre du Vietnam menée par les Américains. Depuis Paris comme depuis Bruxelles, une réédition de la guerre d'Algérie avait été écartée et la Belgique, peu désireuse de s'engager militairement au Congo et de suivre le professeur Van Bilsen qui proposait d'accorder l'indépendance dans un délai de trente ans, avait préféré s'engager sur la date fétiche du 30 juin, « sans précipitation funeste ni attermoissements inconsidérés », selon le propos du jeune roi Baudouin.

Les effets de cette « année magique » se répercutaient sur les Nations unies, qui se trouvaient soudain enrichies de 17 nouveaux membres confortant l'organisation dans son plaidoyer pour la libération des derniers bastions du colonialisme, l'empire colonial portugais (Guinée-Bissau - îles du Cap-Vert, Mozambique, Angola), tandis que l'Afrique australe attendait encore l'heure de la liberté. Le Zimbabwe ne sera indépendant qu'en 1980, la Namibie en 1990, tandis qu'en Afrique du Sud, les premières élections démocratiques qui porteront Mandela au pouvoir n'auront lieu qu'en 1994 alors même que le Rwanda bascule dans le génocide des Tutsis. Moins d'un quart de siècle après les espoirs de l'année 60, le continent assiste alors, médusé et impuissant, au basculement dans l'horreur d'un pays placé sous la tutelle de la Belgique et qui, comme son voisin le Burundi, n'avait accédé à l'indépendance qu'en 1962.

En 1960, dans la magie des discours et de l'allégresse populaire, il est de bon ton d'oblitérer le passé et de parier sur des promesses d'avenir. Cependant, chacun se souvient des combats qui ont précédé le temps de l'espoir et les nouveaux dirigeants savent que les chaînes du passé colonial sont toujours présentes sous forme de « liens privilégiés », de tutelle économique, de coopération militaire.

Le Cameroun, premier à « ouvrir le bal » le 1^{er} janvier 1960, est l'exemple même de ces ambiguïtés douloureuses : lorsque le Premier ministre Ahmadou Ahidjo proclame l'indépendance et lit un discours rédigé par un conseiller français, Paul Audat, les fêtes et les défilés ne trompent personne. Chacun sait que dans ce pays, ancienne colonie allemande qui avait été placée sous la tutelle de la France par les Nations unies, les véritables vainqueurs ont été assassinés et bannis. C'est depuis sa création en 1948 que l'UPC (Union des populations du Cameroun) réclame la fin de la tutelle française et l'indépendance. Interdit par l'autorité coloniale, passé à la clandestinité, le mouvement, dirigé par



Patrice Lumumba (au centre) et la délégation congolaise, au palais d'Egmont à Bruxelles en février 1960, pour mener des discussions sur l'indépendance du pays. © BELGA.

un leader charismatique Ruben Um Nyobe, exige que les Nations unies organisent un référendum et supervisent des élections, mais l'Assemblée générale, en 1959 et sous la pression de Paris, refuse cette option. C'est qu'entre-temps, la France a mené au Cameroun une « sale guerre » calquée sur le modèle de l'Algérie, une guerre dite « révolutionnaire » (c'est-à-dire anti-insurrectionnelle) suivant le modèle défini à Paris par l'École supérieure de guerre (ESG) et dont les Américains s'inspirent au Vietnam. Dans cette guerre-là, les frontières entre civils et militaires sont abolies, la pratique de la torture pour extorquer des renseignements, les disparitions forcées, les exécutions extrajudiciaires et autres « coups tordus » sont monnaie courante puisqu'il s'agit avant tout de terroriser l'adversaire et que la fin justifie les moyens.

C'est ainsi que, suivant les mêmes mé-

thodes, en septembre 1958, Ruben Um Nyobe est tué par l'armée française, que Félix Moumié, Ernest Ouandié sont écartés afin d'ouvrir la voie aux « amis de la France » : Ahmadou Ahidjo sera le premier président du Cameroun, suivi par son Premier ministre Paul Biya (86 ans), toujours au pouvoir depuis 38 ans.

Un processus de luttes

Dans les autres colonies françaises, l'indépendance, dûment célébrée sous le sigle de l'amitié, n'a pas été un cadeau offert de bon gré par une métropole bienveillante, mais le résultat d'un long processus de revendications et de luttes : c'est à l'issue de la Seconde Guerre mondiale que les troupes coloniales, les fameux « tirailleurs sénégalais (130.000 recrutés en 1939, 60.000 en 1943), rentrent du champ de bataille européen avec des idées neuves et une trop maigre pension (la Force publique congolaise, elle, n'a mené bataille que sur le terrain africain, entre autres en Abyssinie).

Dès 1947, la revue *Présence africaine* publie à Paris des textes d'écrivains ori-

l'expert « Les populations n'ont jamais rien eu à dire à propos o

ENTRETIEN

C. B.

Au lendemain des indépendances, voici six décennies, l'agronome français René Dumont jetait un pavé dans la mare avec son livre *L'Afrique noire est mal partie* où il évoquait principalement un développement agricole trop technique, qui ne tenait pas suffisamment compte des savoirs traditionnels. Il rappelait aussi le « pacte colonial » qui avait placé le continent africain dans une situation d'infériorité depuis la traite négrière du XV^e siècle jusqu'à la colonisation.

Nous avons demandé à Alain Huart, agronome, expert auprès du WWF et de l'Union européenne, auteur de nombreux livres sur la République démocratique du Congo, si la prophétie de René Dumont s'était ou non réalisée.

« Aujourd'hui, il faut évaluer la situa-

tion à l'aune du réchauffement climatique et, sous cet angle-là, l'Afrique est, avec le sous-continent indien, le continent qui est le plus mal parti, le moins préparé. René Dumont évoquait le leadership politique, le chantier éducatif, le pacte colonial, c'est-à-dire les rapports injustes. Même sur le plan climatique, il s'est montré visionnaire... »

« La décolonisation s'est passée très vite. Dans le cas du Congo belge, il aurait fallu une période de transition de trente ans. Mais la Belgique, qui n'était pas une grande puissance, a lâché prise très vite et très facilement. Elle a donc laissé le Congo dans un état d'impréparation, elle n'avait pas formé une élite car elle avait opté pour une colonisation partant de la base. »

Comment a-t-on géré la post-indépendance ?

Dans le système mondial d'alors, les

Africains n'avaient rien à dire. L'Afrique représente cependant, hier comme aujourd'hui, un certain Eldorado, avec ses ressources minières, pétrolières, et jusqu'à présent, ces ressources sont encore majoritairement aux mains de sociétés occidentales qui essaient de se positionner. Aujourd'hui, on parle de *mondialisation* pour ne pas employer le mot *néo-colonialisme*, mais la réalité reste la même. Les Chinois aussi s'intéressent à l'Afrique, mais pas plus que les Occidentaux. Ils ne se soucient d'un accompagnement raisonné.

L'accroissement démographique est-il un obstacle au développement ?

Alors que le ralentissement démographique est acquis sur tous les continents, en Afrique, l'éducation reste très faible et en particulier l'information à propos du planning familial, de la contraception, seulement 20 % des



Aujourd'hui, il faut évaluer la situation à l'aune du réchauffement climatique et sous cet angle-là, l'Afrique est le continent le plus mal parti, le moins préparé

